

sont visés, ou seulement certains d'entre eux. Aux lendemains de la Saint-Barthélemy, un Florentin écrivit qu'aucun Italien n'avait été en danger d'être attaqué à cette occasion. D'autres contredisaient cette opinion, mais ils étaient Italiens et protestants. Et si l'ambassadeur de Venise affirmait pour sa part que c'était un miracle que la Saint-Barthélemy ne soit pas devenue une émeute populaire contre l'élite, Heller voit dans cette remarque « Undoubtedly [...] a reference to the several hundred Italians among other foreigners living in the city » (p. 82). D'où lui vient cette certitude? On ne le sait pas. Puis, Heller mentionne d'autres émeutes visant les Italiens en 1575. Qu'est-ce qui, dans ces éléments, permet à l'auteur d'affirmer que la tension contre les Italiens ne cessait de monter à Paris et que c'était la protection qu'ils recevaient de Charles IX et de Catherine de Médicis qui les sauva d'un massacre dont furent finalement victimes les huguenots : « Unable to get at the Italians, the mob channelled its anger toward the Huguenots who became its scapegoats » (p. 113)? On ne peut que penser que c'est le désir de l'auteur de faire de cette situation d'ensemble un conflit ethnique digne de ce nom qui l'a amené à une telle conclusion.

La vision qu'offre Heller des Guerres de religion est souvent dérangeante, parce qu'unidimensionnelle. Dans ce livre, il oublie complètement les tensions politiques et religieuses de l'époque pour n'insister que sur une problématique socio-économique. Ce faisant, il fait pendant à d'autres auteurs qui, dernièrement, n'ont privilégié qu'une analyse religieuse pour expliquer ces conflits. Deux positions extrêmes, alors que leur objet d'étude montre clairement les dangers de l'extrémisme.

Michel De Waele  
Université Laval

HERRMANN, Irène — *Genève entre République et Canton. Les vicissitudes d'une intégration nationale (1814–1846)*, Genève et Montréal, Éditions passé présent/Presses de l'Université Laval, 2003, 559 p.

Connue pour ses études originales et novatrices sur les rapports entre Genève et la Suisse sous la Restauration, Irène Herrmann, dont nous rendons compte de l'ouvrage ici, présente un livre novateur. À la fois idéalisée et glorifiée, caractérisée par la politique du progrès graduel, suivie par le gouvernement conservateur genevois de l'époque, la Restauration genevoise n'avait jamais été abordée de façon originale et approfondie au niveau de ses acteurs principaux, à savoir l'élite et le peuple. L'élite est ici définie comme le groupe de ceux qui exercent directement le pouvoir ou qui l'influencent, bien que pour notre part nous eussions préféré les termes de gouvernants et gouvernés.

Élite protestante traumatisée par les troubles que Genève connut au XVIII<sup>e</sup> siècle, pour ne pas faire mention de l'intermède révolutionnaire et napoléonien, le patriciat genevois mena une politique consensuelle à l'égard des « nouveaux Genevois », majoritairement catholiques, cédés à Genève par le traité de Turin de 1816. Cette population de souche savoyarde sera à l'origine de tensions religieuses, peu nom-

breuses au demeurant, et ce, malgré la méfiance manifestée par les vieux Genevois à l'égard de sa population campagnarde. C'est pourquoi il est remarquable de constater que l'assimilation de cette population se fit facilement par une inflation de mariages mixtes, et nonobstant la propagande catholique provocatrice de Vuarin, curé ultramontain de Genève dans les années 1820–1830. L'auteur attribue cette tolérance à la laïcisation croissante de la société, explication qui nous paraît tout à fait pertinente, mais il vaut cependant la peine de hasarder une autre explication en avançant qu'il existait une cohabitation pluriséculaire, plus ou moins harmonieuse, entre la cité de Calvin et la campagne savoyarde avoisinante. L'assimilation d'une population allogène qui formait le tiers des habitants du nouveau canton ne pouvait manquer de remettre en question l'identité traditionnelle genevoise qui se définissait par rapport à la Réforme, mais mises à part quelques crispations identitaires, le gouvernement genevois perçut – et c'est remarquable – le canton comme un canton mixte (p. 250).

Cette largeur de vue élitaire, ne peut-elle être attribuée à une ouverture d'esprit exceptionnelle propre au patriciat genevois, dont l'horizon est largement européen et suisse depuis le moyen âge, pour ne pas mentionner la politique du Refuge menée par Genève depuis le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle?

Ceci nous amène à relever les chapitres consacrés à la politique helvétique du gouvernement genevois durant la période considérée, la solution suisse jouant un rôle protecteur (p. 127), notion chère à « l'establishment » genevois (p. 167). Là encore, et quitte à paraître « vieux jeu », la politique genevoise de la Restauration s'insère dans une tradition pluriséculaire de contacts avec les Confédérés, la population genevoise étant habituée de longue date à côtoyer les Suisses ou plutôt les Allemands, comme on disait à l'époque : il suffit de renvoyer au journal du soldat zurichois Ulrich Kündig envoyé à Genève après l'Escalade de 1602, édité par Catherine Santschi en 1974. Nous en voulons aussi pour preuve à cet égard cette allusion en 1841, à une « allemande d'Uri » (p. 214), qui nous renvoie à une expression bien connue de l'ancienne Confédération. C'est pourquoi il nous paraît digne d'attention que des « nouveaux » Genevois des communes réunies s'associent aux rixes entre des « Allemands » et des Genevois, ce qui est bien le signe d'une identité genevoise forte face aux Suisses. On peut aussi dès lors se demander dans quelle mesure le « modèle suisse » instrumentalisé par les radicaux genevois, sous la forme du mythe helvétique et de l'idéalisation des anciennes institutions genevoises, ne s'insère pas dans une autre tradition pluriséculaire du mythe démocratique de la Suisse perceptible, par exemple, en 1831–1848, dans la Principauté de Neuchâtel : ce n'est pas un hasard si le drapeau suisse y est considéré comme subversif par les autorités royalistes. Par ailleurs, comme l'a montré Alfred Dufour, l'idéalisation, perceptible chez Jean-Jacques Rousseau, de l'ancien conseil général genevois peut renvoyer à la *Landsgemeinde*, assemblée populaire remontant au moyen âge que l'on rencontre surtout en Suisse centrale et dans les cantons d'Appenzell et des Grisons, à laquelle seuls les hommes libres pouvaient participer.

On pourra nous reprocher à juste titre d'adopter un point de vue traditionnel, mais l'ouvrage d'Irène Herrmann – et c'est un hommage justifié que nous rendons à la grande qualité de son livre – nous semble appuyer en partie notre point de vue par des exemples plus tardifs.

Les identités personnelles ou collectives se construisent certes au gré des circonstances, mais elles ont aussi besoin d'un socle sûr qui perdure à travers les siècles : des exemples européens récents nous en donnent la confirmation.

C'est pourquoi il nous semble que la politique suisse a moins été imposée par l'élite genevoise au peuple qu'on ne peut le penser, il existait certainement des prédispositions helvétiques fondées sur une mémoire collective propre à Genève.

La qualité d'un livre se mesure aux points d'interrogation et aux questions qu'il peut susciter chez un lecteur attentif : c'est pourquoi l'ouvrage d'Irène Herrmann suscite l'estime et l'admiration car il est solidement construit et étayé et nous force du même coup à prendre position face à des problèmes qui sont encore d'actualité.

Maurice de Tribolet  
*Université de Neuchâtel*

HESKETH, Bob, and Chris HACKETT — *Canada: Confederation to Present* [CD-ROM]. Edmonton: Chinook Multimedia, 2001.

Interactivity is the Holy Grail of history education, the so-far elusive presence drawing future students to study the past. But, as a rule, where interactivity is now found, history is not. Interactivity is currently epitomized by sophisticated computer simulation games and the free-wheeling World Wide Web, but legitimate scholarship is either absent altogether or, given the Web's notorious lack of an academic quality-control filter, buried in megabytes of misinformation from attractive but unreliable sources. Thus it may come as a relief that promoting Bob Hesketh and Chris Hackett's CD-ROM *Canada: Confederation to Present* as "An Interactive History of Canada" turns out to be something of a misnomer. While it is not really "interactive" in the full current sense of the word, it is nevertheless an authoritative and invaluable asset to history education.

Historians at the University of Alberta, Hesketh and Hackett began to talk seriously about creating a Canadian history CD-ROM in the mid-1990s. Discussions over coffee with their colleagues led to the establishment of an editorial board, chaired by Rod MacLeod and staffed by leading scholars such as Robert Bothwell, Jean-Claude Robert, and Margaret Conrad. They, in turn, solicited narrative histories and topical essays from academic historians across the country, texts that would serve as the base of the CD-ROM. A research, design, and technical team was assembled, and, with funding from the Terra Nova Initiative at Canadian Heritage, Telefilm Canada, and the University of Alberta, *Canada: Confederation to Present* was produced. Hesketh and Hackett built a business out of the process, and Chinook Multimedia, a developer of educational learning objects, CD-ROMs, and web sites, is now one of a very select number of academic research spin-off companies originating in the humanities.

*Canada: Confederation to Present*, Chinook's signature product, is constructed around five narratives, five related timelines, and 121 "Case Studies". Users can read Canadian history through the interpretive lenses of Natives, Society/Culture, Women, Politics/Economy, and Regional Dynamics, following cascading menus to